

Theo Francken, un cynique à l'Asile

Les francophones de la majorité fédérale restent en « alerte orange foncé » au sujet du secrétaire d'Etat N-VA après ses excès de début de législature. L'opposition dénonce son approche répressive: « C'est un ministre de l'Intérieur bis. » En attendant, le nationaliste grimpe dans les sondages.

Par **Olivier Mouton**

P

our devenir politiquement populaire par les temps qui courent, rien de tel, visiblement, que de gérer avec fermeté les compétences de l'Asile et des Migrations. Theo Francken, secrétaire d'Etat N-VA en titre, suit les traces de la libérale flamande Maggie De Block, devenue en un temps record l'icône numéro un dans le cœur des Belges, toutes Régions confondues. Le responsable nationaliste décroche, lui, la sixième place en Flandre dans le dernier baromètre *La Libre*/RTBF, tout en réalisant la plus forte progression à Bruxelles (où il est 14^e). Seuls les Wallons le boudent ostensiblement. Voire, le craignent comme la peste.

Alors que la politique migratoire est actuellement un enjeu majeur, celui qui l'incarne au sein du gouvernement Michel reste il est vrai un personnage sulfureux, dont le radicalisme flamingant et sociétal était apparu au grand jour en début de législature. « C'est un raciste à la tête du département », avait estimé Laurette Onkelinx, cheffe de groupe PS, lors de la séance inaugurale de la Chambre, en octobre 2014. Faut-il rappeler les incidents à répétition survenus lors des premières semaines suivant sa nomination ? La participation à l'anniversaire de l'ancien collaborateur et ex-sénateur VU Bob Maes, la révélation d'e-mails homophobes et de commentaires Facebook dénonçant l'absence de plus-value des immigrations marocaine, algérienne et congolaise, notamment.

Du « cordon sanitaire » à la « vigilance »

« Moi, c'est bien simple, je pratique le cordon sanitaire avec lui, tranche aujourd'hui Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo, dans l'opposition. A la Chambre, je ne lui pose que des questions écrites. Et en séance plénière, j'interpelle Charles Michel. Theo Francken porte une vision du monde que je trouve indéfendable, c'est une insulte de devoir traiter avec lui. Et je serais tout aussi sévère avec Charles Michel, qui ne dit rien. » Acculé par le Premier ministre, Theo Francken avait pourtant présenté du bout des lèvres des excuses au Parlement. « Nous avons pris acte, grince Vanessa Matz,

députée CDH. Il n'en reste pas moins qu'il a été désigné pour verrouiller un électorat très à droite. La politique qu'il mène n'est pas équilibrée ! »

Au sein du MR, l'embarras est réel au sujet de ce poisson pilote téléguidé par Bart De Wever lui-même pour couper les vivres au Vlaams Belang. « Nous sommes toujours en vigilance orange foncé à son sujet, reconnaît Denis Ducarme, chef de groupe libéral à la Chambre. Mais je crois qu'il a compris qu'il n'avait plus le droit à l'erreur. » Au sein du gouvernement, un ministre libéral témoigne *off the record* de son malaise à l'égard de ce collègue taiseux, mystérieux, focalisé sur ses dossiers, à mille lieues de la convivialité affichée par le vice-Premier N-VA Jan Jambon. « C'est un homme qui est connu pour ses excès et son côté grande gueule, pointe une autre source. Ce n'est pas quelqu'un qui picole, mais quand il a bu une bière ou deux, même ses collègues de parti doivent le rappeler à l'ordre: "Theo, du calme !" »

Denis Ducarme connaît bien Theo Francken, et pour cause: en 2011, c'est avec lui qu'il avait négocié directement une majorité alternative MR - N-VA au Parlement en faveur d'un texte restreignant les possibilités de regroupement ●●●

●●● familial – cette préfiguration de la suédoise constitue toujours, aux yeux de Francken, « une des plus belles pages de son histoire ». « Après ce qui s'est passé en début de législature, il était humainement proche de la rupture, sur les rotules, souligne le chef de groupe MR. Ce n'est pas tous les jours qu'un ministre doit présenter ses excuses au Parlement... Cela lui a sans doute appris le sens de la mesure. Il a compris que quand on est membre d'un exécutif fédéral, il n'est plus question de jouer les cow-boys sur Facebook. Il est sans doute à la droite de la majorité, mais il a intégré le fait qu'il représente désormais l'ensemble de ce gouvernement. Hormis un petit *twist* suite aux déclarations de De Wever sur les Berbères, il est resté dans la ligne. »

L'homme est dorénavant sous contrôle, cadencé au niveau de sa com'. De façon cynique, les libéraux francophones savent aussi que la méthode à poigne de Francken, avec ses accents populistes, peut leur servir. « On doit composer avec une part de racisme qui grandit dans notre société, c'est surtout vrai du côté flamand, mais cela croît aussi du côté francophone », admet-on en coulisses.

Le principal intéressé, lui, est certes ébranlé, mais il n'en démord pas. « Beaucoup de gens ont visiblement du plaisir à dépeindre la N-VA comme un parti d'extrême droite, raciste et discriminant », disait-il récemment au magazine de la KUL – il a refusé de répondre aux questions du Vif/L'Express, annulant un rendez-vous prévu de longue date. « Mais ai-je douté de ma propre politique ? Non. »

« Une approche très répressive »

La politique menée depuis sept mois par Theo Francken est-elle de nature à concrétiser les énormes craintes formulées à son arrivée ? Au sein de l'opposition francophone, le constat est pourtant sans appel : « C'est un ministre de l'Intérieur bis à côté de Jan Jambon, avec une approche très sécuritaire et répressive. Le résultat, c'est qu'il n'y a plus de politique d'accueil en Belgique. » Le qualificatif qui revient le plus souvent pour dépeindre son style ? « Cynique ! »

La « taxe sur les étrangers » fut l'une des mesures phares suscitant le courroux des mouvements progressistes

défendant le droit à l'asile. Désormais, tout demandeur devra verser une redevance de 60 à 215 euros pour le traitement de son dossier. Avec les quelque 9,3 millions annuels qui devraient être perçus, il est prévu de créer une centaine de places supplémentaires en centres fermés et de multiplier les rapatriements. « C'est une mesure scandaleuse, s'indigne Zakia Khattabi. Les gens ont le droit de recevoir la protection de la Belgique et on les fait payer pour créer des lieux où les enfermer avant de les renvoyer. » « C'est un signal clair et symbolique quant à la volonté de renforcer le volet répressif », prolonge Malou Gay, codirectrice du Ciré.

L'autre volet sur lequel le secrétaire d'Etat se distingue, c'est la lutte contre la criminalité des illégaux. Nom de code : Gaudi, non pour l'architecte espagnol mais bien pour « gauw dief », « vol à la tire en néerlandais ». Une opération pilote

menée dans huit villes en décembre et janvier derniers a permis l'arrestation de 542 personnes en situation illégale, avec à la clé 247 ordres de quitter le territoire. « Les chiffres de la criminalité sont là, je ne veux pas faire comme les gouvernements précédents et feindre de ne pas les voir », justifie Theo Francken. Début mai, il a été annoncé que Gaudi serait élargi à de nouvelles villes : Mons, la cité chère à Elio Di Rupo, rejoindra Liège, Charleroi ou Molenbeek.

« Theo Francken veut faire de la lutte contre les "criminels illégaux" une priorité absolue, résume Alexis Deswaet, président de la Ligue des droits de l'homme. Cela sonne sans doute comme une douce musique aux oreilles des gens, mais c'est un discours dangereux car cela induit un amalgame entre deux situations différentes : une personne en séjour illégal n'est pas un criminel de droit commun. Il est de la responsabilité d'un homme politique de ne pas banaliser un discours d'exclusion que l'on avait plutôt l'habitude d'entendre dans la bouche de Filip Dewinter et du Vlaams Belang. » « Les personnes étrangères sont considérées comme

des voleurs ou des fraudeurs en puissance, on ne laisse même plus le bénéfice du doute », appuie Zakia Khattabi.

« Nous poursuivons le virage pris par Maggie De Block en matière de politique d'immigration, sans radicalisme, défend le MR Denis Ducarme. Ce qu'il fait, il le fait bien et jusqu'ici, il n'y a rien qui donne la possibilité à l'opposition de taxer cette coalition d'excessive en matière d'immigration. » « La continuité ? C'est faux, rétorque Vanessa Matz (CDH). Dans la politique de l'ancienne secrétaire d'Etat, on pouvait trouver un point d'équilibre, elle prolongeait ce qui avait été initié par son prédécesseur Melchior Wathelet (CDH, lui aussi). Francken franchit un autre palier, il mène une politique nettement plus idéologique et pratique systématiquement l'amalgame comme De Wever. Il ne fait pas suffisamment la distinction entre les gens qui doivent être punis et les autres. »

L'ombre de l'ultrapopulaire Maggie De Block plane en permanence au-dessus de Theo Francken. Car si les libéraux francophones veulent inscrire son action dans la continuité

pour rassurer l'opinion, le nationaliste doit, quant à lui, marquer la « force du changement », slogan de campagne de la N-VA. Or, en raison des crises internationales libyennes et syriennes, les statistiques ont cessé de reculer depuis plus d'un an. « Maggie avait obtenu une réduction significative des chiffres que ce soit en matière de demandes d'asile ou de regroupements familiaux, constate-t-on au sein de la majorité. C'est reparti à la hausse et ce n'est pas pour aider Theo Francken. »

« On devient fan de Theo »

Ces dernières semaines, des drames à répétition ont mis à rude épreuve la ligne ferme du secrétaire d'Etat, que ce soit le suicide en Belgique de deux demandeurs d'asile ou le naufrage en Méditerranée de navires transportant des migrants. Depuis, Theo Francken se retranche derrière la nécessité d'une politique européenne et plaide tour à tour pour le bombardement des navires appartenant aux trafiquants d'êtres humains ou l'établissement de quotas pour l'accueil des migrants entre les pays européens afin de soulager l'effort de la Belgique. « Il reste dans la ligne, même si notre position concernant les quotas européens n'est pas encore définitivement arrêtée », dit-on dans la majorité. Non sans s'inquiéter toutefois de la baisse à répétition de la N-VA dans les sondages, qui pourrait durcir son discours.

Jeudi 21 mai, le Conseil des ministres fédéral a adopté une nouvelle mesure portée par Jan Jambon et Theo Francken

visant à combattre les demandes multiples d'asile. Le même jour, les deux hommes portaient plainte en justice contre

Emir Kir, bourgmestre PS de Saint-Josse, l'accusant d'être intervenu à bord d'un avion dans le cadre du rapatriement d'une femme nigériane. « J'ai réagi au même titre que la plupart des passagers face à la violence avec laquelle cette femme nigériane était traitée », s'insurge Emir Kir.

Le même jour, Theo Francken relayait sur son compte Twitter le message d'un conseiller du ministre flamand N-VA Ben Weyts : « Il est logique que dans les maisons du peuple, on devienne de plus en plus fan de Theo. » Un cynisme assumé ? En réaction à la mort de deux demandeurs d'asile, le secrétaire d'Etat libérait son cœur au magazine de la KUL : « Il n'y a pas eu de faute administrative dans ces dossiers. Mais c'est évidemment touchant, ce sont des humains. C'est une des raisons pour lesquelles la plupart de ceux qui exercent ce mandat ne veulent le faire qu'une fois. » ●